

Mairie de Saint-Denis

**DIRECTION DES BATIMENTS ET
DE L'ARCHITECTURE**

SABROGATION.COM\MAGASIN TITANIUM03

Boîte postale 269
93205 Saint-Denis
cedex

TÉLÉPHONE :

01 49 33 66 66

TÉLÉCOPIE :

01 49 33 69 69

SITE INTERNET :

www.ville-saint-denis.fr

**ARRETE COMMUNAL 2022-03 PORTANT ABROGATION DE
L'ARRETE 67 DU 6 AVRIL 2022 ET AUTORISATION DE LA REOUVERTURE AU PUBLIC DE
L'ETABLISSEMENT**

Magasin TITANIUM
6 rue Jules Joffrin
93200 SAINT-DENIS

Le Maire de la Ville de Saint-Denis

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de la Construction et de l'Habitation, notamment ses articles L.143-1 à L.143-3,
L.521-1 à L.521-4, ainsi que les articles R.143-1 à R.143-55 ;

Vu les articles R.421-1 et R.421-5 du code de justice administrative ;

Vu le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 relatif à la commission consultative départementale de
sécurité et d'accessibilité ;

Vu le décret n° 2006-555 du 17 mai 2006 relatif à l'accessibilité des établissements recevant du
public, des installations ouvertes au public et des bâtiments d'habitation, et modifiant le code de la
construction et de l'habitation ;

Vu l'arrêté ministériel du 25 juin 1980 modifié, portant approbation des dispositions générales du
règlement de sécurité concernant les risques d'incendie et de panique dans les établissements
recevant du public ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-0493 du 9 septembre 2021 portant attribution de la commission
consultative départementale de sécurité et d'accessibilité de la Seine Saint-Denis ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2021-0498 du 9 septembre 2021 portant composition des commissions
communales pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique et l'accessibilité aux
personnes handicapées dans les établissements recevant du public de la Seine Saint-Denis ;

Vu le procès-verbal établi le 4 novembre 2020 par la commission communale de sécurité
et d'accessibilité (CCSA) à la suite de la visite de l'établissement TITANIUM sis 6 rue Jules
Joffrin à Saint-Denis, aux termes duquel la commission communale de sécurité a émis un avis
défavorable à la poursuite de l'exploitation de l'établissement de type M de 4^{ème} catégorie ;

Vu le procès-verbal établi le 16 février 2022 par la commission communale de sécurité
et d'accessibilité à la suite de la visite de l'établissement TITANIUM sis 6 rue Jules Joffrin à
Saint-Denis, aux termes duquel la commission communale de sécurité a émis un avis défavorable
à la poursuite de l'exploitation de l'établissement TITANIUM précité ;

Vu l'arrêté communal n° 67 du 6 avril 2022 prononçant la fermeture de l'établissement recevant
du public TITANIUM précité;

Accusé de réception en préfecture
093-219300662-20220722-2022-AJCM-133-AR
Date de télétransmission : 22/07/2022
Date de réception préfecture : 22/07/2022

Vu le procès-verbal établi le 6 juillet 2022 par la commission communale de sécurité et d'accessibilité à la suite de la visite de l'établissement TITANIUM précité, aux termes duquel la CCSA a différé son avis dans l'attente de l'avis de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique concernant le dépôt de dossier visant à répondre aux anomalies relevées par la commission de sécurité et d'accessibilité de Saint-Denis ;

Vu l'avis favorable émis par la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur de la Seine Saint-Denis le 11 juillet 2022 relatif au dépôt de dossier (AT 9306622 A 0034) visant à répondre aux anomalies relevées par la CCSA de Saint-Denis à la suite des visites effectuées le 4 novembre 2020 et le 6 avril 2022, au sein de l'établissement recevant du public TITANIUM précité ;

Vu le procès-verbal établi le 12 juillet 2022 par la CCSA à la suite de la réunion plénière à Saint-Denis, aux termes duquel un avis favorable a été émis à la réception des travaux et à l'ouverture au public de l'établissement TITANIUM précité ;

Considérant que l'établissement TITANIUM ne présente plus de danger pour la sécurité des personnes au regard des règles applicables aux établissements recevant du public, et qu'il y a lieu dès lors d'abroger l'arrêté municipal du 6 avril 2022 susvisé ainsi que d'autoriser sa réouverture.

ARRÊTE

ARTICLE 1ER

L'arrêté communal n° 67 du 6 avril 2022 susvisé prononçant la fermeture de l'établissement recevant du public TITANIUM sis 6 rue Jules Joffrin à Saint-Denis est abrogé ;

ARTICLE 2

Autorise, à compter de la notification du présent arrêté, la réouverture de l'établissement recevant du public suivant :

TITANIUM 6 rue Jules Joffrin 93200 Saint-Denis
Etablissement de type M de 4^{ème} catégorie sans locaux à sommeil

ARTICLE 3

L'exploitant est tenu de maintenir son établissement en conformité avec les dispositions du code de la construction et de l'habitation et du règlement de sécurité contre les risques incendies et de panique précités.

Tous les travaux qui ne sont pas soumis à permis de construire mais qui entraînent une modification de la distribution intérieure ou nécessitent l'utilisation d'équipements, de matériaux ou d'éléments de construction soumis à des exigences réglementaires, devront faire l'objet d'une demande d'autorisation.

Il en sera de même des changements de destination des locaux, des travaux d'extension ou de remplacement des installations techniques, et des aménagements susceptibles de modifier les conditions de desserte de l'établissement.

ARTICLE 4

L'exploitant est tenu de prendre en compte dans les plus brefs délais les prescriptions suivantes, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté :

- Déposer l'ancienne canalisation du gaz ;
- Assurer en permanence la vacuité de la cour ;
- Maintenir déverrouiller le portail pendant la présence du public ;
- Mettre à jour le plan de l'entrée suite à la suppression d'une caisse ;
- Mettre en place une protection contre les chocs dans l'escalier d'accès à la réserve et une signalétique du rebond saillant.

Par ailleurs, l'exploitant est tenu de transmettre au secrétariat de la CCSA les documents suivants :

- les modifications du RVRAT lors de la réception du monte-charge dans l'attente interdire son usage ;
- le certificat CE et le rapport de mise en service du monte-charge.

Dans cette attente, l'usage du monte-charge est interdit.

De plus, il est demandé à l'exploitant de répondre aux prescriptions suivantes :

- déposer les installations techniques et de sécurité obsolètes.
- installer, d'une façon inaltérable, une plaque indicatrice de manœuvre près des dispositifs de commande et de coupure ayant une fonction de sécurité (désenfumage, coupure électrique, climatisation).
- aménager les circulations principales de telle sorte que le public puisse toujours joindre facilement deux sorties, conformément à l'article M 13.
- mettre en place le balisage d'évacuation de manière qu'une indication soit visible de tout point de la surface de vente, conformément aux articles CO 42 et M 14.
- mettre en place un dispositif de coupure d'urgence de l'installation électrique, conformément à l'article EL 11. Celui-ci ne devra pas être accessible au public.
- apposer à chaque entrée le plan schématique du bâtiment sous forme de pancarte inaltérable, destiné à faciliter l'intervention des sapeurs-pompiers, conformément aux dispositions de l'article MS 41.

ARTICLE 5

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur Tarik MAHMOOD exploitant de l'établissement.

Et ampliation du présent arrêté sera transmise à :

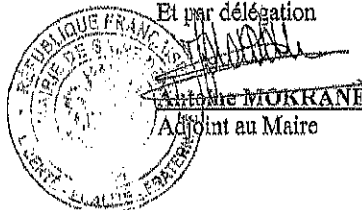
- Monsieur le Commandant de la 26ème Compagnie de Sapeurs-Pompiers de la Caserne de Saint-Denis, Fort de la Briche à Saint-Denis,
- Madame le Commissaire Divisionnaire de Saint-Denis, en son Hôtel de Police, 10 avenue Jean Moulin à Saint-Denis,
- Monsieur le Directeur du Laboratoire Central de la Préfecture de Police de Paris, 39 rue de Dantzig 75015 Paris,
- DRIEAT 7, esplanade Jean Moulin à Bobigny,
- Police Municipale, 7 rue Riant à Saint-Denis.

ARTICLE 6

Toutes les autorités de police, gendarmerie et de justice sont chargées de l'exécution du présent arrêté et dont copie sera affichée à la porte de l'établissement ainsi qu'en Mairie de Saint-Denis.

Fait à Saint-Denis, le

Pour le Maire,
Et par délégation



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire de Saint-Denis dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans ce délai vaut décision implicite de rejet.

Un recours contentieux peut également être introduit par les personnes pour lesquelles l'acte fait grief auprès du Tribunal Administratif de Montreuil sis 7 rue Catharine Puig 93100 Montreuil-sous-bois, dans les deux mois à compter de la notification de l'arrêté ou de celle de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Ce délai ne fait pas obstacle à l'exécution du présent arrêté.

Publié le : 27 JUL. 2022